



Taux actuels de d'émaciation : 16.3% retard de croissance : 38.2% Proportion souffrant d'insuffisance pondérale : 33%

Source: Gouvernement soudanais (MICS, 2014)

### Bons résultats

- Les dépenses consacrées à l'agriculture (13.4 % des dépenses publiques en 2016) correspondent aux engagements pris par le gouvernement dans la Déclaration de Maputo de l'Union africaine (10% des dépenses publiques).
- Soudan : les dépenses de ce pays dans le secteur de la santé (18.1% des dépenses publiques en 2015) vont au-delà des engagements (15%) énoncés dans la Déclaration d'Abuja.
- La stratégie/politique nationale en matière de nutrition fixe des objectifs de nutrition assortis de délais et un mécanisme multipartite et multisectoriel de coordination des politiques a été mis en place.
- Soudan : les décideurs disposent d'enquêtes régulières sur la nutrition statistiquement représentatives au niveau national. La dernière enquête a été publiée en 2014.
- Soudan : l'État promeut les pratiques d'alimentation complémentaire.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à la sécurité sociale est bon.

### Points à améliorer

- Soudan : dans ce pays, la loi n'accorde pas aux femmes les mêmes droits économiques ni les mêmes droits d'accès aux terres agricoles qu'aux hommes. Cela accentue la vulnérabilité des femmes et des enfants à la faim et à la malnutrition.
- Soudan : comparée à celle d'autres pays de l'HANCI, la politique nationale de développement à moyen/long terme de ce pays (The Five-Year Plan) accorde peu d'importance à la nutrition.
- Soudan : le faible accès à des sources d'eau potable améliorées (68% en 2014) et à des installations sanitaires améliorées (32.9% en 2014) empêche l'obtention de résultats positifs en matière de lutte contre la faim et la malnutrition.
- Soudan : dans ce pays, le niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation est médiocre.
- Soudan : l'État n'offre pas de dispositifs de protection sociale.
- Le taux d'enregistrement des naissances (67.3% en 2014) est faible, freinant potentiellement l'accès des enfants à des services publics importants tels que la santé et l'éducation.

### Indice d'engagement pour la réduction de la faim (HRCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang HRCI sur 45
\$ Part des dépenses publiques consacrées à l'agriculture dans totales <sup>1</sup>	13.4%	2016	4e
\$ Part des dépenses publiques consacrées à la santé dans totales <sup>2</sup>	18.1%	2015	1er
<b>Politiques</b>			
Accès à la terre (sécurité foncière) <sup>3</sup>	Moyen	2016	20e ex aequo
Accès aux services de vulgarisation et de recherche agricoles <sup>3</sup>	Moyen	2013	27e ex aequo
Système d'état civil: taux d'enregistrement des naissances vivantes	67.3%	2014	22e
Fonctionnement des systèmes de protection sociale <sup>3</sup>	Très médiocre	2016	43e ex aequo
<b>Lois</b>			
Niveau de protection constitutionnelle du droit à l'alimentation <sup>3</sup>	Médiocre	2016	30e ex aequo
Égalité d'accès hommes-femmes aux terres agricoles (droits de propriété) <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2014	41er ex aequo
Égalité hommes-femmes des droits économiques <sup>4</sup>	Pas dans la loi	2014	30e ex aequo
La Constitution reconnaît le droit à la protection sociale (oui/non)	Oui	2006	1er ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration de Maputo ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● <75% des engagements de l'UA énoncés dans la Déclaration d'Abuja ● >=75 % and <100% ● >=100%

<sup>3</sup> Résultats possibles: ● Très médiocre/Médiocre ● Moyen ● Bon/Très bon

<sup>4</sup> Résultats possibles: ● Pas dans la loi ● Dans la loi, pas dans la pratique ● Dans la loi et dans la pratique

### Indice d'engagement contre la malnutrition (NCI)

Dépenses publiques	Résultat*	Année	Rang NCI sur 45
\$ Budget distinct pour la nutrition (Non/Sectoriel uniquement/Oui)	Sectoriel uniquement	2017	22e ex aequo
<b>Politiques</b>			
Taux d'enfants supplémentés en vitamine A	72%	2015	24e ex aequo
L'État promeut une alimentation complémentaire (oui/non)	Oui	2010	1er ex aequo
Population ayant accès à une source d'eau améliorée	68%	2014	34e
Population ayant accès à un assainissement amélioré	32.9%	2014	25e
Visites médicales pour les femmes enceintes	79.1%	2014	36e
Importance de la nutrition dans la politique nationale de développement <sup>1</sup>	Faible	2007-2011	44e ex aequo
Stratégie/politique nationale en matière de nutrition (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Coordination multipartite et multisectorielle des politiques (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Objectifs de nutrition assortis de délais (oui/non)	Oui	2017	1er ex aequo
Enquête nationale sur la nutrition ces 3 dernières années (oui/non)	Oui	2014	1er ex aequo
<b>Lois</b>			
Consécration du CICS <sup>^</sup> dans le droit interne <sup>2</sup>	Faiblement consacre dans le droit	2016	34e ex aequo

<sup>1</sup> Résultats possibles: ● Faible ● Modérée ● Grande (remarque : par rapport aux autres pays)

<sup>2</sup> Résultats possibles: ● Non consacré dans le droit ● Faiblement/Largement consacre dans le droit ● Pleinement consacré

<sup>^</sup> Code international de commercialisation des substituts du lait maternel